

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43 rue du docteur Duroselle  
16000 Angoulême

Angoulême, le 24/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **STE D'EXPLOIT DES ETS YON E**

rue de la Victoire  
17260 Gémozac

Références : 2025 1176 UbD16-86  
Code AIOT : 0007203748

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2025 dans l'établissement STE D'EXPLOIT DES ETS YON E implanté rue de la Victoire 17260 Gémozac. L'inspection a été annoncée le 19/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Lors de l'annonce de l'inspection, M. Yon a indiqué que le site était fermé et a été vendu à la municipalité. Aucune activité n'est exercée depuis plusieurs mois.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STE D'EXPLOIT DES ETS YON E
- rue de la Victoire 17260 Gémozac
- Code AIOT : 0007203748
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une distillerie ancienne comprenant 7 alambics, autorisée par arrêté de 2009 et soumise à enregistrement selon les seuils de la rubrique ICPE 2250. Cette installation est proche du centre-ville. Le 05 février 2022, un départ d'incendie s'est produit dans le local distillerie et qui a nécessité l'intervention des forces de secours, sans toutefois générer de gros dégâts.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 10/09/2025, article R 512-46-25.I	Demande d'action corrective	1 mois
4	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 10/09/2025, article R 512-46-25.II	Demande d'action corrective	3 mois
5	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 10/09/2025, article R 512-46-25.III	Demande d'action corrective	3 mois
6	Mise à l'arrêt et remise en état	Code de l'environnement du 10/09/2025, article Article R512-46-27	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation et caractéristiques des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 3	Sans objet
2	situation et caractéristiques des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant nous a fait part de la vente de son terrain et des installations à la mairie de Gémozac en juin ou juillet 2025. Il a été constaté sur place l'absence d'activité et la fermeture totale du site. L'ancien exploitant, présent lors de l'inspection, n'a pas, à ce jour, entrepris de signaler auprès du préfet de département la cessation d'activité de son installation. Les exigences réglementaires en la

matière (mise en sécurité et réhabilitation) ont été précisées le jour de l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : situation et caractéristiques des installations autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, distillerie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Distillerie : 5 alambics de 25 hl de charge et 2 alambics de 20 hl de charge
<b>Constats :</b>  Les installations ne fonctionnent plus, la vente des terrains et des bâtiments aurait eu lieu en juin 2025 au bénéfice de la mairie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : situation et caractéristiques des installations autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, chai de distillation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chai de distillation : Cuves inox et tonneaux sur 80 m <sup>2</sup> , capacité 97 m <sup>3</sup> Chai N°2 : Tonneaux et barriques sur 50 m <sup>2</sup> , capacité 40 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b>  Impossibilité d'accéder aux installations mais l'exploitant a indiqué qu'il avait vidé les tonneaux, barriques et cuves inox avant cessation d'activité. Il ne resterait que 2 cuves inox vides de tout produit non démontables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/09/2025, article R 512-46-25.I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise à l'arrêt et notification
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
<b>Constats :</b>

Pas de déclaration de cessation d'activité adressée au préfet.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant aura à signaler l'arrêt de son activité à la préfecture selon les termes fixés par le code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/09/2025, article R 512-46-25.II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. Actions de mise en sécurité (R 512-75-1): 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;2° Des interdictions ou limitations d'accès ;3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.
<b>Constats :</b>  L'évacuation des produits aurait été réalisée (pas de contrôle possible, le site étant fermé). Selon l'exploitant, retrait des alambics avec brûleurs et des tonneaux et barriques, il ne resterait que deux cuves inox vides non démontables.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra déclarer que les conditions de mise en sécurité ont bien appliquées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/09/2025, article R 512-46-25.III
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, attestation de mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. (attest SECUR). L'exploitant

transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Pas d'attestation à ce jour.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fera intervenir un organisme certifié pour obtenir une attestation de mise en sécurité, qu'il enverra à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Mise à l'arrêt et remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/09/2025, article Article R512-46-27
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, attestation de réhabilitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-46-26, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.
<b>Constats :</b>  Pas d'attestation adressée à ce jour, ni de mémoire de réhabilitation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fera intervenir un organisme certifié pour obtenir une attestation de mise en sécurité, qu'il enverra à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois